

jeudi 24 février 2011

Amiante : les agents du Tripode se sentent floués



À l'Insee, hier, les représentants de l'intersyndicale ont informé les agents soutenant la cause des victimes de l'amiante, du blocage des négociations avec l'administration.

Les agents de la fonction publique qui ont travaillé au Tripode veulent faire reconnaître leur préjudice. Ils accusent l'administration de freiner la procédure d'indemnisation.

Triste anniversaire

Le 27 février marquera le 6^e anniversaire de la destruction du Tripode, un bâtiment administratif bourré d'amiante. Sa mortelle poussière continue de polluer les débats entre les représentants des 1 800 agents (Insee, affaires étrangères, Trésor public et personnel de restauration) exposés à l'amiante durant une longue période.

La polémique rebondit aujourd'hui, à l'issue d'un comité de pilotage dont les membres de l'intersyndicale des agents sont ressortis ulcérés. « **Malgré les promesses des ministres Lagarde et Woerth concernant l'indemnisation des agents malades, les suivis médicaux et des études épidémiologiques, on assiste à une véritable régression, constate Francis Judas, membre de l'intersyndicale. Il n'est plus question d'études épidémiologiques et les indemnisations ne sont plus accordées à la date de la découverte des signes de la maladie de l'amiante, mais après trois expertises exigées désormais, ce qui retarde les dossiers de plusieurs mois...** »

Traitement à deux vitesses

Les agents du Tripode se sentent doublement pénalisés : « **Les personnels sous droit privé ont obtenu une reconnaissance de leur préjudice, ceux des Affaires étrangères également...** » Pour les agents de l'Insee et des Finances en revanche, « **l'administration fait traîner les choses au maximum, afin d'éviter de payer. Nous ne pouvons pas partir à 60 ans, contrairement aux salariés du privé et les agents retraités ne sont pas informés de leur droit à bénéficier d'un examen au scanner...** »

Et maintenant Cambronne

Un nouveau cas alimente la colère des agents. « **Un récent diagnostic avant travaux de restructuration à la Cité Cambronne (Impôts) vient de révéler la présence d'amiante dans les sols d'un bâtiment censé avoir été désamianté en 1997. À l'époque, des dalles amiantées ont été recouvertes d'une couche de dalles neutres qu'il faut changer aujourd'hui...** » Des agents des Impôts ont refusé d'aller travailler dans ce bâtiment et sont logés provisoirement dans la Tour Bretagne, mais « **du personnel reste toujours en poste dans une aile du bâtiment**

amianté... ».

Les syndicats jugent cette situation emblématique des « mensonges d'une administration qui préfère taire la présence d'amiante, que d'informer les personnels... ». Ils ont le sentiment amer « de se heurter à un mur et de s'être fait berner... ». Ils continuent de se mobiliser pour la reconnaissance du Tripode en tant que site amianté (1), la prise en charge des agents exposés ou déjà malades et une étude épidémiologique.

Un film tourné par une réalisatrice nantaise, intitulé *Une tour, de l'amiante, un combat*, sera projeté au cinéma Saint-Paul de Rezé, mercredi 6 avril, à 20 h.

«Elle est entrée dans son bureau et lui a dit "vous avez tué mon père", avant de sortir un couteau de son sac et de se jeter sur lui.»

Jean-Marc Devauchelle représentant syndical SUD au CHU Henri-Mondor de Créteil, racontant comment un médecin a été poignardé, mardi, par une femme déguisée en infirmière. Le médecin est hors de danger.

1 million

C'est, en euros, la somme détournée par un employé de la Poste à Marseille, condamné hier à cinq ans de prison, dont deux avec sursis. Caissier, il possédait les clefs du coffre et puisait dans l'argent destiné aux distributeurs. Le service de sécurité a fini par donner l'alerte.

LES GENS



ANGE MANCINI MAÎTRE DU RENSEIGNEMENT

Ange Mancini, 66 ans, préfet de la Martinique, a été nommé hier en Conseil des ministres coordonnateur national du renseignement à l'Elysée. Cet ancien patron des flics d'élite du Raid de 1985 à 1990, qui a su négocier pour éviter d'employer la force, remplace le diplomate Bernard Bajolet à ce poste stratégique, en ligne directe avec le président de la République. Fils de maçon italien entré dans la police à 19 ans comme administratif, Mancini a fini numéro 2 de la police judiciaire en 1995. Préfet à la sécurité en Corse de 1999 à 2002.

Nantes ne parvient pas à larguer son amiante

POLLUTION Après l'affaire du Tripode, c'est un centre d'impôt, pourtant traité en 1997, qui serait infecté.

Bien qu'officiellement désamianté pendant plus de trois mois en 1997, le bâtiment nantais des impôts du centre administratif Cambronne vient de se révéler truffé de dalles d'amiante au sol. Entre-temps, des cloisons ont été déplacées, des planchers défoncés pour passer des câblages. Les travaux ont exposé aux poussières d'amiante les agents des impôts, 300 en permanence dans ce bâtiment du XIX^e siècle; et les ouvriers, qui sont intervenus sans protection.

C'est à l'occasion d'un réaménagement de service que l'affaire a été découverte. Par pur hasard. Obligatoire avant travaux, le diagnostic amiante détecte des fibres là où on pensait s'en être débarrassé. L'administration donne une première explication : ces dalles d'amiante rescapées du chantier de 1997 étaient posées sur un plancher. On n'a pas pu les retirer à l'époque, c'est une exception dans l'immeuble. 32 sondages et pré-

lèvements dans le bâtiment dévoilent pourtant la présence d'amiante à tous les étages. La moitié du bâtiment reste occupée par des fonctionnaires.

«Il y a parfois trois couches différentes de dalles en sandwich, celle du milieu étant amiantée. Comme si on avait recollé une couche inerte dessus», note Pierrick Onillon, délégué CFDT. L'administration pouvait-elle ignorer que le désamiantage, pourtant en atmosphère confinée avec sas, personnel en scaphandre, évacuation des déchets en sacs dans les règles de l'art, n'a pas été fait entièrement ? Pour le syndicaliste, «les travaux, très coûteux, comme l'a rappelé un de nos directeurs, ont été financés par Bercy, contrôlés par des ingénieurs de la direction des bâtiments, des inspecteurs du comité hygiène et sécurité départementale. Ou l'administration s'est fait gruger, ou elle a menti».

Contactée par Libération, la direction nantaise du ministère des Finances se dit laconiquement «en attente de di-

rectives au plan national». Aucun fonctionnaire de ce centre des impôts n'a déclaré de maladie, qui peut apparaître entre dix et vingt ans après l'exposition. «Et si ça arrive, comment prouver que les plaques pleurales ou le cancer sont liés au bâtiment, puisqu'officiellement il a été dûment désamianté ?» interroge Francis Judas, délégué CGT de l'Insee.

La question a d'autant plus d'acuité que Nantes a connu la longue lutte du Tripode. Ce bâtiment, construit en 1971, abritait des fonctionnaires du Trésor, des Affaires étrangères et de l'Insee. C'était l'un des sites amiantés les plus sensibles en France, avec la fac parisienne de Jussieu. Le bâtiment a été détruit en 2005. L'administration des Finances traîne des pieds pour attribuer le statut de maladie professionnelle à des fonctionnaires qui ont eu des années ce Tripode comme bureau.

De notre correspondant à Nantes

NICOLAS DE LA CASINIÈRE



TIRS Un homme a été d'un échange de tirs gendarmes, dans la nuit de mardi à mercredi, à Saint-Étienne (Hérault). Sa volée, avait forcé le gendarme à la retraite. Il était sous d'un mandat d'arrêt aggravé. Selon le par gendarmes étaient e légitime défense.

FUSILLADE Un homme d'une arme a été tué CRS, hier, sur la RN 101, à Saint-Bon Mure, près de Lyon. Le véhicule avait été pris en chasse sur la route de Vienne, en Isère. «Une femme au volant d'une voiture a brandissait une arme à feu devant la préfecture. Q

AU RAPPORT
Par LISA VIGNOLI

Les enfants de moins de 10 ans adoptés

«L'adoption nationale doit plus être encouragée» : première recommandation faite par l'Académie nationale de médecine dans son rapport rendu public hier. A l'origine de ce rendu, un constat : en France, le nombre d'enfants adoptés reste élevé (environ 30 000 en 2008), alors que le nombre d'adoptions a, lui, diminué de moitié en vingt ans. Ce décalage s'explique par un manque de candidates à l'adoption. Non, répondent les auteurs du rapport : «30 000 familles agréées attendent depuis plusieurs années qu'on leur confie un enfant. Le problème vient d'un manque de procédures trop lentes et d'attentes trop longues. Parmi les délais, le plus long est celui qu'un enfant placé en tant que pupille de l'État doit attendre avant de pouvoir être adopté. Les «cinq ou six ans» nécessaires aujourd'hui sont jugés beaucoup trop longs pour «un enfant en France».

NE GAZEAU

était son premier déplacement en région. Eric Molinié, nouveau président de la Haute autorité de lutte contre les discriminations pour l'égalité (Halde), était de Nantes hier. Objectif : bases du plan régional de lutte contre les discriminations programmé pour 2012.

e, premier critère
ne sera bienvenue. En Halde a reçu plus de réclamations dans la région une hausse de 18% en es discriminations ne orcément plus nom-elativise Eric Molinié. rtout plus connu. »

Plus présent, aussi : six correspondants locaux assurent le relais. A Nantes, une troisième permanence de la Halde devrait même ouvrir cette année. Un maillage qui s'avère nécessaire : « On enregistre deux fois plus de réclamations en ville qu'en campagne », note Guy Chapron, délégué interrégional. Pour le reste, ses chiffres sont dans la moyenne nationale. L'origine demeure le critère de discrimination le plus invoqué (28,5%). Suivent la santé et le handicap (20%), l'âge (6%), l'affiliation syndicale (6%), le sexe (5%), la grossesse (2,5%), les opinions religieuses (2%) et politiques (1%). Devant l'accès au service public (17%), le logement (6%) ou l'éducation (5%),



Eric Molinié rencontre, hier, les acteurs institutionnels et associatifs ligériens

plus de 50% des réclamations concernent en outre l'emploi, dont les deux tiers dans le secteur privé. « La discrimination est constatée dans le déroulement de carrière, pas à l'embauche », commente Guy Chapron. Qui insiste : se plaindre à la Halde, c'est gratuit ! ■

■ LES EXPERTS AUX COMMAND
La Région consacre déjà plus de 120 millions aux 82 actions mises en œuvre jusque-là de la lutte contre les discriminations. Pour le plan régional, elle s'appuie aussi sur un conseil scientifique composé de juristes, historiens, sociologues, etc. Il se réunira dès le mois d'

SECONDES

DE LAËTTIA
rdes à vue hier
naissances de Tony
meurtre présumé de
nt été placées en garde à
lles ont été relâchées en
née et aucune charge n'a
, indique le parquet.

VIE
bien maintenu
commandé aux
IX de Saint-Nazaire par
le lybienne GNMTC,
un des fils Kadhafi,
heure pas remis en
é les événements en
ire hier le directeur de
trat est en vigueur
el ordre », indique-t-il.

INEMENT
re le pétrole
mulé son action la
ière, Greenpeace
mobilisation contre
pétrole. Demain, à
yale à Nantes.

CULTURE

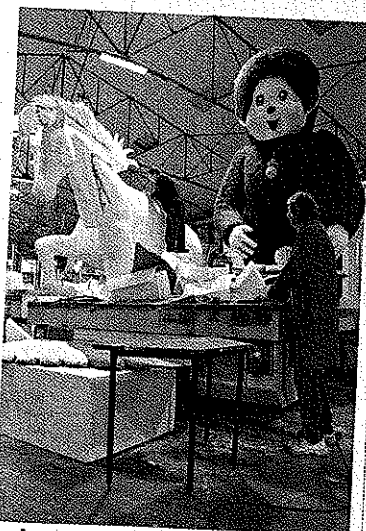
Vers un carnaval 2011 incomplet

Toujours aucune éclaircie autour de la situation du carnaval de Nantes. L'édition 2011 doit pourtant se tenir dans près d'un mois (3, 6 et 9 avril). Rappel des faits : la mairie de Nantes, qui ne voulait plus accorder de subventions à un comité des fêtes endetté, a confié l'organisation de l'événement à une nouvelle association nommée Nemo. Mais, rejetée par la majorité des bénévoles créateurs de chars, l'équipe dirigeante de Nemo a préféré démissionner mercredi. Pressenti pour prendre le relais à la tête de la structure, Paul Billaudeau, actuel directeur de la cité des congrès, a rencontré hier soir certains carnavaliers dans une « position d'écoute et de médiation ». « Le temps presse, il faut aller de l'avant », a-t-il martelé.

« Moins de chars que d'habitude »
Reste que la plupart des carnavaliers poursuivent leur fronde. « Nous nous rangeons du côté du comité des fêtes qui est le seul capable de réussir le carnaval. Il travaille dessus depuis six mois, il a déjà signé des contrats ! Nous, on s'active sur nos chars mais on a pris du retard. Et on se sent usés moralement », raconte Cyril Duret, président des béné-

voles. Pour Jean-Louis Jossic, adjoint au maire de Nantes, pas de doute, « le carnaval aura lieu, porté par Nemo. Mais, vu les blocages, il y a de fortes chances qu'il y ait moins de chars que d'habitude. Les Nantais jugeront. » Malgré le contexte, les traditionnelles portes ouvertes au hangar des carnavaliers sont maintenues ce week-end (10 h-19 h) au 188 route de Sainte-Luce. ■

F.B.



Le hangar ouvre ses portes demain.

LE CHILI

40

ENFANTS SERONS
AVEC LEUR PI
L'HÔPITAL DES NA
NANTES, CE WEEK
LA SEPTIÈME AN
ÉTUDIANTS EN

SOCIÉTÉ

De l'amiant à l'hôtel dess

La nouvelle a ému les syndicales. Six ans après du Tripode, de l'amiant à dans les quatre étages impôts Cambronne à l'it d'amiant non friable pas dalles de sol. Les analystes qu'il n'y avait aucune trace agents ne courent aucune surveillance régulière, comme le préconise le porte Bernard Pineau, des Finances publiques, agents travaillent dans

UN ORDI OFFERT AUX ÉLÈVES DÉFAVORISÉS

GUILLAUME FROUIN

Ces derniers jours, 367 lycéens et apprentis issus de familles modestes ont reçu un ordinateur payé, en partie ou totalement, par la région des Pays de la Loire. Une simple expérimentation, qui pourrait en toucher « 4 à 5000 » lors de sa généralisation début 2012. « En France, 5 % des jeunes n'ont pas d'ordinateur à la maison », rappelle Matthieu Orphelin, président (Europe Ecologie) de la commission éducation et apprentissage de la région. « Lutter contre la fracture numérique était l'une des promesses de notre campagne électorale. » Quinze lycées publics et quatre

CFA (Centre de formation d'apprentis) testent ainsi le dispositif. Le type d'appareil (ordinateur fixe ou portable, netbook...) et les modalités de son octroi (prêté, subventionné, offert en nature...) varient selon les établissements. L'abonnement internet, dans tous les cas, n'est pas compris.

Un bilan dressé en juin

Au lycée Jean-Perrin de Rezé, la direction a par exemple opté pour une subvention variable. « On avait déjà un ordi à la maison, mais il était vieux et toute ma famille voulait aller dessus », raconte Mélissa, 15 ans, en 1^{ère} année de CAP Coiffure. « Moi, il est dans le salon, à côté de la télé : ce n'était pas



Lucie et Mélissa, 15 ans, ont payé respectivement leurs ordinateurs portables 100

pratique, on ne pouvait pas travailler », témoigne Lucie, une copine de classe.

En attendant, un bilan de l'expérimentation sera dressé en juin. Les établissements privés seront concernés, mais « dans un second temps », précise-t-on à la région. ■

■ TOUTES LES FAMILLES N'ACCEPTENT PAS

Chose étonnante : certaines familles éligibles au dispositif n'ont pas répondu à la proposition des établissements scolaires. « Un questionnaire va leur être adressé », explique-t-on au conseil régional. « Il faut dire que certains parents, très éloignés de l'environnement scolaire, n'ouvrent même plus les courriers de l'école. »

20 SECONDES

FAITS DIVERS

Appel à témoins déclenché pour Michel Hervé

Le parquet de Nantes a lancé hier un appel à témoins suite à la disparition inquiétante de Michel Hervé, 63 ans, atteint de la maladie d'Alzheimer, et ayant quitté son domicile de Saint-Herblain le 15 février. De corpulence moyenne et mesurant 1 m 77, l'homme porte un polaire rouge-orangé, un pantalon vert-gris en velours, des chaussures noires Campers et des lunettes rouges. Les personnes qui le reconnaîtraient sont invitées par la police à le retenir et à prévenir le 17.

SOCIAL

Fin de grève chez Tipiak

En grève depuis huit jours, les salariés des usines Tipiak de Saint-Herblain, Pontchâteau et Malville ont cessé leur mouvement hier. Un accord avec la direction a pu être trouvé pour une revalorisation salariale.

SOCIÉTÉ

Amiantés du Tripode « dégoûtés »

Près de six ans jour pour jour après la démolition du Tripode sur l'île de Nantes, l'intersyndicale du personnel de l'immeuble s'estime aujourd'hui « paumée et dégoûtée ». Le groupe se bat depuis des années pour la reconnaissance des maladies professionnelles des 1800 agents exposés à l'amiante du bâtiment entre 1972 et 1993. Mais les discussions avec les ministères des finances et des affaires étrangères, derniers employeurs des lieux, seraient « très difficiles » et « peu fructueuses ».

Appellé aux élus nantais

« Contrairement à ses promesses, le ministère des Finances a arrêté l'étude épidémiologique demandée et ne propose plus un scanner à chaque agent. Il y a la première procédure d'indemnisation déposée par un agent malade du Trésor qui est sans cesse retardée. On apprend aussi que les victimes d'amiante du secteur privé pouvaient déroger à un départ en retraite à 62 ans mais pas ceux de la fonction publique. Quant au classement du Tripode en site amianté, nous n'avons aucune nouvelle », énumère Francis Judas, de l'intersyndicale. « Tout est fait pour nous décourager,

poursuit-il. On a le sentiment que l'administration gagne du temps avant notre départ en retraite. Il faut que les élus qui connaissent le dossier nous aident. » L'intersyndicale observe chez le personnel du Tripode un « surcroît de cancers et une bonne quarantaine de maladies spécifiques à l'amiante ». Un documentaire retraçant son histoire est sorti au cinéma en juin dernier. ■

F.B.



F. ELSNER / 20 MINUTES

L'intersyndicale est « en colère ».

LE CHIFFRE

30

CONSEILLERS GÉNÉRAUX
CINQUANTE-NEUF SIÈGES
RENOUVELER EN L'ATLANTIQUE LOIRE
ÉLECTIONS CANTONALES
20 ET 27 MARS PROCHAINES

FAITS DIVERS

La surveillance finit en cellule

Une surveillante du centre de Nantes a été incriminée à Rennes, après sa mise en examen pour « remise illicite d'objets de blanchiment pénitentiaire », « stupéfiants » et « violation de la confidentialité professionnelle ». Cette jeune femme de 35 ans est soupçonnée d'avoir donné du cannabis à un détenu, dont elle est tombée amoureuse. Elle avait introduit une vingtaine de téléphones portables, avec leurs chargeurs, que son collègue redistribuait en prison. ■